

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

GAMMER, Nicholas. *From Peacekeeping to Peacemaking ; Canada's Response to the Yugoslav Crisis*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 2001, 243 p.

par Pierre Jolicoeur

*Études internationales*, vol. 33, n° 1, 2002, p. 192-195.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/704399ar>

DOI: 10.7202/704399ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

ont marqué l'expérience collective du peuple noir depuis la fin de l'esclavage jusqu'au début de la Grande migration du début du xx<sup>e</sup> siècle, notamment à travers le prisme du phénomène de résistance des « sentiers de la liberté ». Ouellet tente d'expliquer la transition menant de la « plantation au ghetto ». Jean Lamarre est moins pessimiste lorsqu'il traite de l'expérience migratoire collective des Canadiens français en Nouvelle-Angleterre et au Michigan. Les Canadiens français vont développer une conscience de classe tournée vers la revendication ouvrière qui facilitera leur intégration locale.

La quatrième partie enfin nous livre les clefs d'une identification des traces de l'expérience migratoire notamment grâce à des sources diverses provenant d'individus racontant leurs parcours du Danemark ou de Belgique au Canada et au Congo belge : films, photographies, lettres, témoignages oraux, etc., servent de fil conducteur à des représentations communautaires au sein d'univers étrangers. Les nouveaux arrivés maintiennent le lien avec leur famille grâce à des correspondances régulières et nous ouvrent la voie vers une analyse plus fine des mécanismes d'intégration sociale.

En conclusion, ce livre est un outil remarquable pour tenter de mieux comprendre le phénomène complexe des migrations humaines et intéressera autant les historiens que les politologues. L'analyse historique des migrations ne cesse d'évoluer et il semble que les contraintes structurales de l'espace et de la socio-économie ne détermineraient plus forcément l'itinéraire et les choix des individus. Les différents auteurs de cet ouvrage soulignent au contraire l'importance de

l'émancipation des individus face à leurs migrations qui, en traversant une période provisoire de désorganisation sociale, adoptent des comportements visant à réorganiser leur propre monde. L'histoire des migrations devrait finalement davantage tenir compte de l'expérience individuelle et collective qui permet de saisir le jeu complexe des solidarités dans la construction des identités sociales. La prise en compte de l'expérience permet de penser l'histoire autrement, une histoire qui, à l'instar du migrant faisant l'expérience de l'espace et du mouvement, présente à l'historien une expérience du temps.

MARC PARANT

*École des Hautes Études en Sciences Sociales  
Paris*

## CANADA

### **From Peacekeeping to Peacemaking ; Canada's Response to the Yugoslav Crisis.**

GAMMER, Nicholas. *Montréal, McGill-Queen's University Press, 2001, 243 p.*

Dans ce livre, l'auteur cherche à expliquer l'évolution récente de la politique étrangère canadienne à propos des interventions humanitaires internationales. En étudiant plus spécifiquement l'implication canadienne dans les conflits civils de l'ex-Yougoslavie, l'auteur s'intéresse à la fois aux changements dans la formulation de la politique canadienne et aux facteurs qui les produisent. La principale thèse de l'auteur se résume à ceci : le Canada a fait preuve d'un leadership exceptionnel en créant un environnement propice aux interventions humanitaires internationales, modifiant de ce fait la doctrine traditionnelle du

respect de la souveraineté des États. L'auteur attribue l'essentiel de ce développement aux initiatives énergiques du premier ministre de l'époque, Brian Mulroney, et à son ministre des Affaires étrangères, Barbara McDougall.

Ce livre constitue une contribution à trois égards : 1. il présente une étude approfondie de la réponse de la communauté internationale aux guerres civiles de l'ex-Yougoslavie, de 1991 à 1995, et de l'implication canadienne en particulier ; 2. il explore le processus d'élaboration de la politique étrangère canadienne, particulièrement le rôle de Brian Mulroney et 3. il contient une réflexion sur les aspects théoriques et légaux de la légitimité et de l'utilité de l'intervention humanitaire internationale dans les affaires intérieures d'autres États.

Malgré l'abondance de la littérature portant sur les guerres qui ont eu cours sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, il s'agit ici de la première étude substantielle de l'implication canadienne dans les conflits de cette région. La plupart des autres livres parus jusqu'à ce jour épousent une perspective yougoslave, américaine ou européenne et négligent ainsi le rôle joué par le Canada. De ce point de vue, cette recherche comble une lacune importante.

En ce qui concerne l'analyse de la politique étrangère canadienne, Gammer évalue avec assez de justesse le leadership assumé par Brian Mulroney durant ses années à la tête du gouvernement. À quelques exceptions notables, les analyses portant sur cette période de la politique étrangère canadienne sont généralement négatives ou portent surtout sur l'ALENA, les relations américano-canadiennes et la

période de la guerre du Golfe, mais jamais sur des thèmes tels que la question des droits de l'homme en Europe de l'Est, où le Premier ministre avait montré un peu d'imagination.

Le principal mérite de cette étude est la recherche méticuleuse sur laquelle elle est basée. L'auteur semble avoir fait le tour de toutes les sources documentaires (anglophones) essentielles – journaux, sondages d'opinion, littérature spécialisée, discours officiels et débats parlementaires et même de multiples entrevues avec les principaux décideurs de la politique étrangère de l'époque. La méthodologie utilisée – une simple description et analyse des sources consultées, sans référence à un modèle théorique particulier – est appropriée eu égard aux objectifs de la recherche. Bien que l'utilisation de l'ensemble de ces sources n'apporte pas de nouveauté particulière dans la compréhension des phénomènes sous étude – notamment sur les conflits en ex-Yougoslavie et sur le débat sur la légitimité de l'intervention humanitaire internationale – elle permet toutefois de confirmer une perception que l'on pouvait se former sur l'appareil décisionnel canadien et de souligner le rôle particulièrement actif de Mulroney. Cependant, le mérite de méticulosité de cette recherche devient parfois un défaut : de nombreuses répétitions et accumulations de détails, inutiles pour la démonstration de l'auteur peuvent distraire par moment le lecteur du principal thème sous examen.

Le livre comporte par ailleurs quelques manquements. D'abord, au cours de la période étudiée, 1991-1995, la contribution du Canada en ex-Yougoslavie était essentiellement militaire. Il est donc étonnant de

constater l'absence de prise en considération de la position du ministère de la Défense nationale (MDN) dans l'élaboration de la politique canadienne. Très peu d'explications sont données sur les positions du MDN, d'autant plus que ce ministère venait de subir à l'époque d'importantes coupures budgétaires et réductions du nombre de ses troupes et considérerait qu'une augmentation de sa participation dans des missions à l'étranger (incluant celles qui avaient lieu dans l'ex-Yougoslavie) risquait de sur-utiliser ses capacités somme toute limitées (pp. 85-86 et p. 151). Il est surprenant de constater que la seule position du MDN mentionnée dans l'ensemble de l'ouvrage consiste à dire que ce ministère n'avait pas le choix de soutenir la position officielle, étant donné l'importance qu'elle revêtait pour le gouvernement canadien (p. 154), et qu'il n'ait pas contribué aux choix qui ont été effectués. Pourtant, près de 2000 soldats ont été déployés dans des opérations durant l'époque couverte par l'étude, une participation augmentée plus tard à l'occasion des opérations de l'OTAN au Kosovo. Il aurait été intéressant d'éclaircir la place du MDN dans le processus décisionnel entourant l'utilisation de ses propres ressources, ce que le MDN gagnait à cautionner la position développée par d'autres acteurs gouvernementaux ou pourquoi, si cela s'avère ainsi, ce ministère n'avait aucune prise sur d'importantes décisions le concernant.

Une des principales faiblesses de l'auteur est de ne pas situer suffisamment son analyse dans le contexte général de l'évolution des relations internationales de l'après-guerre froide. Il s'agit du genre de défaut caractéris-

tique d'un ouvrage spécialisé entièrement consacré à un sujet limité. Ainsi, à la lecture de ce livre, le lecteur peut comprendre que le Canada a, à lui seul, introduit un nouveau mode de gestion des affaires internationales par son intrépide volonté de s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres États pour des raisons humanitaires. Or il est peu crédible que le Canada ait à ce point influencé la façon de faire des autres puissances. L'auteur n'explique pas en quoi la modification de l'attitude canadienne dans les affaires internationales, observée à juste titre, ne s'inscrit pas simplement dans « l'air du temps ». Les décisions canadiennes n'ont pas été prises en dehors des considérations de l'époque ou en faisant abstraction des préoccupations de ses principaux alliés. La frénésie entourant l'après-guerre froide et la recherche d'un nouvel ordre international s'étaient traduites au cours des années 1992-1994 par un plus grand interventionnisme de l'ensemble de la communauté internationale. En d'autres termes, le gouvernement canadien ne fut pas le seul à vivre de vifs débats à propos de la Yougoslavie. Les États européens, particulièrement ceux qui se sont distingués par leurs efforts historiques au maintien de la paix, ont vécu les mêmes débats et sont arrivés aux mêmes conclusions que le Canada. Le Canada a-t-il influencé ses principaux partenaires ou a-t-il plutôt effectué un changement de cap en même temps qu'eux pour des raisons similaires ? Il est dommage que l'auteur ne fasse aucune mention des prises de position officielles d'autres États, tels que l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne ou les États-Unis, permettant ainsi de pousser plus loin,

s'il y a lieu, l'analyse de la spécificité canadienne dans ce contexte général. En d'autres termes, le manque de mise en contexte exagère la nouveauté ou l'originalité de la position du gouvernement Mulroney. L'auteur adopte peut-être trop facilement, sans regard critique, la propre évaluation du gouvernement canadien sur le caractère innovateur de sa politique.

Finalement, il y a peu d'apport théorique dans cette étude. La distinction faite entre certains déterminants intérieurs ou extérieurs dans le processus d'élaboration de la politique étrangère est assez standard, tout comme l'analyse des dynamiques articulant les différentes variables évoquées (groupes de pression, sondage d'opinion, etc.). De ce point de vue, l'étude offre peu de nouveautés aux observateurs de la politique étrangère canadienne. Par contre, il s'agit d'un exemple réussi d'étude de cas, où l'analyse empirique d'un dossier de la politique étrangère canadienne est menée de façon assez systématique et complète.

Pierre JOLICŒUR

Chercheur associé au CEPES  
Université du Québec à Montréal

### **Canada, Latin America, and the New Internationalism.**

STEVENSON, Brian J.R. *Montréal / Kingston, McGill-Queen's University Press, 2000, 288 p.*

Le Sommet des Amériques, tenu à Québec au printemps 2001, a révélé un intérêt peut-être insoupçonné des Canadiens pour la politique étrangère de leur pays. À ce sujet, *Canada, Latin America, and the New Internationalism* constitue un précieux ouvrage de réfé-

rence pour quiconque, et non seulement le spécialiste, voudrait comprendre ce que l'auteur appelle le quatrième pilier de la politique étrangère du Canada, les trois premiers étant les États-Unis, l'Europe et l'Asie.

Brian Stevenson était particulièrement bien placé pour accumuler une mine d'informations et mener à terme une étude aussi fouillée et complexe, étant donné l'expérience et les contacts qu'il avait su exploiter à Ottawa, alors qu'il était conseiller auprès des ministres Axworthy (Affaires étrangères) et Eggleton (Commerce international). On regrettera pourtant que cette analyse limpide et pénétrante ne couvre pas la décennie 90, ce qui n'est pas un reproche puisque l'auteur s'explique amplement sur son choix de la période retenue, soit de 1968, début de l'ère Trudeau et de son ouverture sur cette partie du monde, jusqu'à 1990, quand le Canada devient membre de l'Organisation des États américains (OEA).

L'ouvrage est divisé en deux parties. La première, qui regroupe les chapitres 2, 3 et 4, comporte des considérations théoriques, de même que des préoccupations méthodologiques, nécessaires à l'analyse de la politique étrangère en général. Ainsi, *Canada, Latin America, and the New Internationalism* pourra être utile à la compréhension de la politique dans toute autre région du monde. Par ailleurs, les notions théoriques expliquées dans la première partie sont exploitées pour la recherche empirique (Amérique latine) qui est présentée en seconde partie, laquelle est constituée des chapitres 5, 6 et 7.

L'auteur démontre d'abord, au chapitre 2, comment la politique